

Aide européenne dans le secteur de l'assainissement et de l'eau en Afrique : le point sur la situation

Note de synthèse politique

Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau
avril 2011

Messages clés destinés aux partenaires de l'IEE GTA

1. Augmenter les fonds pour accélérer les progrès dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement et mieux soutenir la priorité accrue des états africains aux programmes en matière d'eau et de l'assainissement.
2. Améliorer l'efficacité de l'aide allouée au secteur de l'eau et de l'assainissement par les principales actions suivantes :
 - a. Mise en œuvre efficace du Code de conduite européen sur la division du travail dans la politique du développement.
 - b. Apporter un soutien au développement de la capacité et du leadership africain.
3. Renouveler l'engagement envers le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau.

Quelles sont les principales conclusions ?

L'UE joue un rôle clé pour l'Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA) en Afrique.

- ➡ 59 % des aides officielles recueillies pour l'AEPHA dans les pays de l'Afrique subsaharienne provient des institutions et des membres de l'UE.
Concernant les programmes en matière d'eau et d'assainissement de base, ce chiffre atteint 70 %.
- ➡ 60 % de l'aide européenne allouée au secteur de l'eau est envoyée aux pays bénéficiaires africains. L'Afrique constitue donc une région prioritaire de l'aide européenne.
- ➡ Environ 35 % de l'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau aux pays de l'Afrique subsaharienne est destinée à l'assainissement.

Progrès

- ➡ **L'aide allouée par l'UE aux programmes en matière d'eau et d'assainissement a augmenté.**
Le montant total des versements européens consacrés à l'aide dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique ont augmenté de manière régulière entre 2005 et 2009. L'aide a pratiquement doublé, passant d'environ 500 millions de dollars américains en 2005 à 950 millions de dollars américains en 2009. La part de cette somme accordée par la Commission Européenne (CE) a également augmenté pour chaque année de cette période.
- ➡ **Les politiques adoptées dans le secteur de l'eau sont alignées entre l'UE et les pays africains.**
Cela se traduit par des initiatives de grande envergure comme le Partenariat stratégique de l'Union Européenne et de l'Afrique en matière d'eau et d'assainissement (2002) et la Déclaration Afrique-UE sur l'assainissement (2008).
- ➡ **La part de l'aide allouée par les pays membres de l'UE aux pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne a augmenté.**
La part de l'aide totale allouée par les pays membres de l'UE au secteur de l'eau dans les pays d'Afrique subsaharienne faisant partie des pays les plus pauvres est passée de 57 % en 2006 à 75 % en 2009. Cependant, au cours de la même période, cette part pour la Commission Européenne (CE) est passée de 66 % en 2006 à 55 % en 2009.

Défis à relever

- ➡ **L'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau n'est pas ciblée en fonction des besoins.**
Nous constatons l'absence de corrélation évidente entre l'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau reçue par les pays africains et leurs besoins réels en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement.
- ➡ **L'aide européenne dans le secteur de l'eau est très fragmentée.**
De 2002 à 2008, le pourcentage de relations entre les donateurs et les partenaires dans lesquelles le donateur accordait moins de 5 % de l'aide totale dans le secteur de l'eau au partenaire est passé de 56 % à 64 %. Parmi l'ensemble des versements effectués, 58 % sont inférieurs à 1 million de dollars américains et les versements des donateurs ne dépassent pas 1 million de dollars américains pour 10 pays.
- ➡ **L'aide de l'UE allouée dans le secteur de l'eau indique une classification des pays en deux groupes par les donateurs : les pays privilégiés et les pays orphelins.**
18 pays africains reçoivent des versements d'au moins six donateurs de l'UE alors que huit pays possèdent seulement deux donateurs. L'aide européenne attribuée aux programmes en matière d'eau et d'assainissement dans les pays africains fragiles est également très limitée.
- ➡ **Plusieurs pays africains s'appuient de manière significative sur l'aide pour effectuer des investissements dans le domaine de l'assainissement et ne respectent pas les engagements de financement de la Déclaration d'eThekweni.**
Pour 2010–2015, le Mozambique envisage d'allouer 5 millions de dollars américains par an à l'assainissement (0,05 % de son PIB de 2009) contre 0,4 million de dollars américains pour l'Ouganda (<0,01 % de son PIB de 2009). Les donateurs devraient financer le reste de leurs investissements en matière d'assainissement.
- ➡ **La division du travail au sein des pays est principalement prise en charge par les donateurs de l'UE.**
Les gouvernements partenaires participent à ce processus à différents niveaux mais rarement en prenant la direction du processus.

Quel est l'objectif de cette note de synthèse ?

Contexte

En 2002, les états européens et africains ont signé la Déclaration de Johannesburg et de ce fait, ont lancé un Partenariat stratégique de l'Union Européenne et de l'Afrique en matière d'eau et d'assainissement. Des engagements ont été pris pour réaliser l'Objectif du millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement et réaliser des plans de gestion des ressources en eau pour les pays africains. Depuis lors, le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau a réalisé plusieurs études pour examiner l'aide européenne dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays africains et évaluer l'efficacité de son action. Cette note de synthèse a pour but de faire le point sur la situation actuelle de l'aide européenne au secteur de l'assainissement et de l'eau dans les pays africains, soit près de dix ans après les engagements de Johannesburg. Elle vise à apporter des résultats exploitables et des éclairages précis sur la situation actuelle afin de faciliter les décisions sur la voie à suivre et la coordination de la contribution européenne au CNUDD 2012.

Progrès et défis

Conformément à la déclaration de Johannesburg, l'UE a augmenté progressivement ses ressources d'aide au cours des dernières années. Les pays africains ont également accordé une priorité plus importante au secteur de l'eau et de l'assainissement, ce qui s'est traduit par les déclarations d'eThekwi-

ni et de Sharm el Sheikh. En outre, une plateforme commune permettant d'améliorer la coordination de l'aide allouée au domaine de l'eau, sous la forme du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau, a été créée.

Néanmoins, de nombreux pays africains sont encore loin d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, c'est-à-dire de diviser de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population n'ayant pas accès à de meilleurs services d'eau potable et d'assainissement. Aux rythmes actuels de progression, l'Afrique subsaharienne n'atteindra pas la cible eau avant 2035 et la cible assainissement en 2109. Les engagements destinés à rendre l'aide plus efficace et à favoriser les approches sectorielles et les mécanismes de soutien budgétaire laissent beaucoup à désirer. De nombreux pays africains sont à la traîne en ce qui concerne l'adoption d'une approche intégrée à la gestion des ressources en eau.

La note de synthèse présente d'abord les principales réalisations de l'aide au secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays africains et identifie ensuite les domaines dans lesquels d'autres améliorations sont nécessaires. Elle met en évidence les actions à mettre en place par les états africains, l'UE et ses états membres pour relever ces défis. Elle conclut en formulant des recommandations sur la façon dont le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau peut mieux contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources en eau et de l'accès des africains aux services d'eau et d'assainissement.

Le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau (IEE GTA)

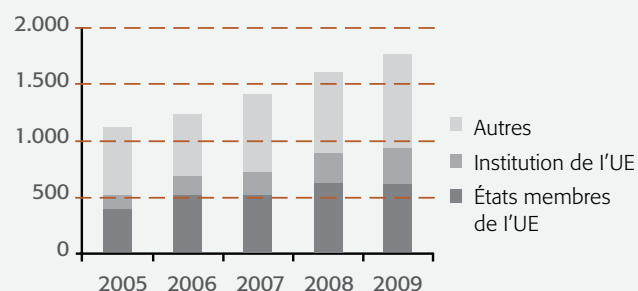
Le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau est la composante régionale de l'Initiative européenne pour l'eau et il favorise la contribution commune (Afrique-Europe) à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement en Afrique sub-saharienne. La plupart des pays africains ne sont pas en bonne voie pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en matière

d'eau et d'assainissement avant 2015. Par conséquent, le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau déploiera des efforts supplémentaires pour soutenir la mise en œuvre des Déclarations d'eThekwini et de Sharm el Sheikh ainsi que la mise en œuvre du programme de travail du Conseil des Ministres africains chargés de l'eau et œuvrera au renforcement des partenariats entre les parties prenantes européennes et africaines.

Quel est le bilan des réussites ?

Aide allouée dans le secteur de l'eau aux pays de l'Afrique subsaharienne

En millions de dollars américains au prix constant 2008



Le montant total des versements européens (Commission et états membres) consacrés à l'aide dans le secteur de l'eau en Afrique ont augmenté de manière régulière entre 2005 et 2009. Comme l'indique la figure 1, l'aide a pratiquement doublé, en passant d'environ 500 millions de dollars américains en 2005, à 950 millions en 2009. La part des fonds provenant de la Commission européenne par rapport à ceux versés par les états membres de l'UE s'est également élevée régulièrement de 24 % en 2005 à 35 % en 2009.

Figure 1: Aide allouée dans le secteur de l'eau aux pays de l'Afrique subsaharienne

L'UE est le donateur le plus généreux au secteur de l'eau dans les pays de l'Afrique subsaharienne, en accordant 59 % de l'aide totale. L'Afrique constitue également une région prioritaire de l'aide européenne allouée au secteur de l'eau et reçoit 60 % du total.

En matière de ciblage des pays pauvres, la part de l'aide totale allouée par les états membres de l'UE au secteur de l'eau dans les pays d'Afrique subsaharienne faisant partie des pays les plus pauvres est passée de 57 % en 2006 à 75 % en 2009. Au cours de la même période, cette part pour la Commission Européenne (CE) est passée de 66 % en 2006 à 55 % en 2009.

Les pays européens et africains ont récemment affiché une plus forte volonté d'améliorer l'accès des africains aux services d'eau et d'assainissement. Compte tenu que l'assainissement est l'un des objectifs du millénaire pour le développement les plus éloignés de la réalisation, il est notamment prometteur que les politiques des donateurs aux programmes d'assai-

nissement des états membres de l'UE soient cohérentes et cadrent bien avec les politiques en matière d'assainissement des états membres de l'Union africaine. C'est une réalisation considérable qui prépare les pays donateurs et bénéficiaires à soutenir et mettre en œuvre les plans nationaux d'assainissement. Les états membres de l'UE et les institutions sont résolus à améliorer l'efficacité de l'aide par une division du travail entre et au sein des pays bénéficiaires.

En 2011, l'Initiative européenne pour l'eau a permis de lancer une série d'améliorations au système de compte rendu de l'aide pour les projets d'eau et d'assainissement qui ont été menés en 2010. A partir de cet année, il sera possible de suivre séparément l'aide allouée à l'eau et l'assainissement. Cela permettra d'améliorer la visibilité des projets d'assainissement, d'assurer un meilleur suivi et de s'assurer que ce secteur ne soit plus négligé.

Bilan des échecs et suggestions d'amélioration

Efficacité et ciblage de l'aide

Les états membres de l'UE ainsi que les autres pays donateurs de l'OCDE se sont engagés à suivre les principes suivants : l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation et la gestion axée sur les résultats pour améliorer l'efficacité de l'aide. Pour les états membres de l'UE, comme l'indique son Code de conduite sur la Division du travail dans la politique de développement, la division du travail est un moyen important pour mettre en œuvre ce programme. Il est également convenu à l'échelle mondiale que les Objectifs du millénaire pour le développement orienteront la lutte contre la pauvreté. Pour le secteur de l'eau, la tendance actuelle parmi les donateurs européens est de ne pas respecter ces politiques.

Nous constatons l'absence de corrélation évidente entre l'aide allouée par l'UE dans le secteur de l'eau reçue par les pays africains et leurs besoins réels en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement. Les dix pays africains recevant les plus grands montants de l'aide allouée par l'UE ne sont pas ceux ayant les plus faibles taux d'accès aux services d'eau et d'assainissement.

La rentabilité des versements ne semble pas être un facteur déterminant les priorités des donateurs. Les données du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau montrent des tendances divergentes pour l'Ouganda, le Burkina Faso et la Mozambique en termes de prévalence de la défécation à ciel ouvert et de rentabilité d'assainissement, et aucune d'elles ne semble correspondre aux niveaux d'aide que ces pays reçoivent.

Au lieu que le nombre de contributions importantes en matière d'aide augmente, nous assistons à une fragmentation accrue de ces dernières. De 2002 à 2008, le pourcentage de relations entre les donateurs et les partenaires dans lesquelles le donateur accordait moins de 5 % de l'aide totale dans le secteur de l'eau au partenaire est passé de 56 % à 64 %. Parmi l'ensemble des versements effectués, 58 % sont inférieurs à 1 million de dollars américains et les versements des donateurs ne dépassent pas 1 million de dollars américains pour 10 pays.

Le Code de conduite européen sur la division du travail stipule que les donateurs européens doivent aborder la situation des partenaires « orphelins » et limiter le nombre de pays partenaires auxquels ils attribuent l'aide. Actuellement, 18 pays africains reçoivent des versements d'au moins six donateurs de l'UE alors que huit pays possèdent seulement deux donateurs. L'aide européenne attribuée aux programmes en matière d'eau et d'assainissement dans les pays africains fragiles est également très limitée. Du côté des donateurs, la possibilité de limiter le nombre des pays partenaires est également visible. La plupart des donateurs européens accorde une aide au secteur de l'eau à au moins cinq, mais souvent entre sept et 15 partenaires.

Nous pouvons constater de faible progrès en matière de conformité aux systèmes financiers des pays partenaires dans le secteur de l'eau. Seuls 29 % de l'aide européenne allouée au secteur sont fournis grâce au soutien budgétaire du secteur et le reste est apporté par les programmes et projets séparés. Pour le montant total de l'aide provenant de la CE et du Fond de développement européen, le taux est de 32 % (aucune donnée n'est disponible pour le secteur de l'eau uniquement). De nombreux donateurs utilisent toujours les Unités de mise en œuvre du programme.

À cet égard, aucun élément prouvant une tendance positive vers une aide mieux ciblée au secteur de l'eau n'a pu être obtenu. Une stratégie précise sur l'efficacité de l'aide n'est donc pas visible, et présente des lacunes en termes de planification et de processus (notamment en ce qui concerne la Division du travail entre les pays).

Il semble y avoir de sérieuses raisons politiques expliquant les défis de réaliser une division du travail dans la politique de développement entre les donateurs européens. La réduction du soutien pour un pays partenaire est une décision très politique pour tous les donateurs avec divers facteurs d'influence. Une telle étape exige des mécanismes forts pour réunir les donateurs et les partenaires à un haut

niveau politique, qui devront être présentés avec une analyse SWOT bien définie des donateurs et de partenaires. Rien de cela ne semble pas exister aujourd'hui.

Une réorientation vers une augmentation du soutien budgétaire du secteur et du soutien au développement des institutions nécessitera une plus grande capacité individuelle et une formation dans les agences régionales des donateurs. Cela engendre des coûts supplémentaires, et

dans les temps de gestion basée sur les résultats et de réduction des frais généraux, c'est un défi d'obtenir l'approbation du budget à cette fin. Prendre la direction d'un secteur dans un pays coûte de l'argent, du temps et des efforts, ce qui aboutit souvent à une situation où les principaux donateurs changent tous les ans. Chaque donateur principal dispose alors de brefs délais pour réaliser des progrès.

Actions à mettre en place...

...par l'UE et ses états membres

- A1 Améliorer le ciblage de l'aide sur le continent africain en tenant compte de facteurs additionnels (par exemple, présence d'autres donateurs, besoins en matière de couverture, états considérés comme étant fragiles et rentabilité des versements).
- A2 Limiter la fragmentation de l'aide en reconsidérant les versements représentant moins de 5 % de l'aide totale allouée au secteur par les partenaires.
- A3 Créer un fond de donation commun pour couvrir les coûts additionnels du donateur qui prend la direction du secteur, afin de promouvoir la longévité des donateurs principaux.
- A4 La mise en place rapide d'une coordination est requise pour remédier au faible niveau d'utilisation des systèmes de pays partenaires pour la mise à disposition de l'aide.
- A5 Encourager l'utilisation d'indicateurs pertinents pour le ciblage de l'aide.
- A6 Améliorer l'auto-coordination des donateurs en améliorant de manière stratégique les performances des donateurs de l'UE et en communiquant les résultats positifs aux donateurs et aux partenaires.
- A7 Mettre en place une division du travail entre les pays à l'aide des instruments politiques existants au sein du partenariat entre l'Afrique et l'UE et en invitant d'autres personnes à participer à ce dialogue.

... par les états africains

- A8 Solliciter un dialogue entre les donateurs et les partenaires en matière de division du travail entre les pays et au sein des pays.

Capacité de leadership dans les états africains

Le processus de division du travail au sein des pays entre les donateurs est principalement pris en charge par les donateurs de l'UE avec les gouvernements partenaires qui participent à différents niveaux, mais rarement en prenant la direction du processus. Cela peut être dû au fait que les gouvernements partenaires n'ont pas les ressources pour prendre la direction ou ne sont pas convaincus de la valeur ajoutée.

Les activités ont commencé trop souvent au nom de la division du travail ajoutée aux procédures existantes sans que les nouveaux fonds ne soient exploités pour les diriger. Il en résulte une diminution de l'efficacité globale de l'aide. Il est également courant de trouver une mise en œuvre freinée par des politiques de décentralisation qui délèguent des responsabilités aux gouvernements locaux non préparés. Un autre facteur empêchant les pays partenaires de prendre la direction est que les pays extérieurs à l'UE, les fonds verticaux et les donateurs multilatéraux sont rarement impliqués dans les processus de division du travail, puisque ces derniers ont été déclenchés par l'UE et qu'il n'existe aucune donnée comparable sur la performance des donateurs.

Plusieurs pays africains s'appuient de manière significative sur l'aide pour effectuer des investissements dans le domaine de l'assainissement. En Mozambique, 86 % des allocations planifiées au secteur de l'assainissement pour 2010–2015 sont sous forme d'aide, et les donateurs de

l'UE financent la majeure partie. Pour l'Ouganda, ce taux est de 97 %. La contribution par an de leurs propres budgets devrait s'élever à 5 millions de dollars américains et à 0,4 million de dollars américains, respectivement. Ces montants correspondent à 0,05 % du PIB de 2009 pour le Mozambique et à moins de 0,01 % pour l'Ouganda. Par conséquent, ces pays sont encore loin de réaliser l'objectif défini dans la déclaration d'eThekweni : allouer 0,5 % du PIB aux investissements en matière d'assainissement et d'hygiène.

Les politiques nationales sur les subventions pour l'assainissement sont extrêmement variées et ne sont pas nécessairement conformes aux résultats en matière d'assainissement. En 2008, l'Ouganda n'a versé aucune subvention, la Mozambique un peu plus de la moitié, alors que le Burkina Faso octroie une subvention complète des coûts d'investissement pour l'assainissement rural. Le nombre absolu de ruraux pratiquant la défécation à ciel ouvert a chuté considérablement entre 2000 et 2008 seulement en Ouganda ; il doit être rapproché des très faibles subventions et des faibles coûts d'investissement unitaires pour les latrines. Inversement, le Burkina Faso semble afficher la tendance opposée, avec une hausse du nombre de ruraux pratiquant la défécation à ciel ouvert, compte tenu des coûts d'investissement unitaire élevés et des subventions importantes accordées aux programmes financés par le gouvernement (en date de 2008).

Actions à mettre en place... **...par l'UE et ses états membres**

Faciliter la division du travail au sein des pays en :

- B1 Échange d'informations entre les agences régionales et le siège des donateurs.
- B2 Stimuler le développement des capacités en matière de gestion de l'aide stratégique dans les pays partenaires (y compris l'installation de systèmes de gestion de l'aide).
- B3 Gestion des intérêts intra-gouvernementaux reposant sur le fait que l'optimisation de l'harmonisation des donateurs et des processus de division du travail permet de consolider les ministères de coordination (finance ou planification) aux dépens des ministères sectoriels.
- B4 Prendre les mesures nécessaires pour empêcher une baisse de la qualité de dialogue du secteur due à une réduction des capacités spécialisées d'expert des donateurs.
- B5 Renforcer le leadership des partenaires en sondant et en indiquant les prérequis et les avantages de la division du travail effectuée par les pays et en développant les capacités dans les pays partenaires.
- B6 Encourager une analyse de performance externe des différents donateurs dans un pays pour améliorer la connaissance des forces et des faiblesses des donateurs individuels par rapport aux programmes nationaux du secteur. Cette action constitue une base solide permettant à un gouvernement partenaire de mener toute discussion sur la division du travail.

... par les états africains

- B7 Renforcer la gestion du secteur de l'eau au niveau national et affecter des responsabilités précises aux institutions concernées.
- B8 Respecter les engagements de la Déclaration d'eThekweni visant à allouer 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène et d'autres engagements destinés à privilégier le secteur. L'affichage de priorités véritables pour un secteur par les pays partenaires constitue une raison importante pour laquelle les donateurs réattribuent l'ensemble de l'aide entre les secteurs.

Contrôle de l'aide et couverture de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement

Le contrôle des allocations de l'aide et les taux de couverture de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les pays africains présentent des défis pour les donateurs et les bénéficiaires.

Cette année, les donateurs de l'OCDE subdiviseront pour la première fois les allocations au secteur de l'eau et de l'assainissement dans le compte rendu de l'aide pour les projets qui ont eu lieu en 2010. Néanmoins, étant donné la nature des différentes modalités de l'aide (notamment, l'aide basée sur les programmes et les contributions aux organisations multilatérales), seule une proportion de l'aide allouée au secteur de l'eau et de l'assainissement peut être en fait identifiée au point de sortie des fonds des donateurs. Un autre défi persistant est que les allocations futures de

l'aide européenne aux pays africains ne peuvent pas être prévues au moyen des systèmes actuellement en place.

Les pays bénéficiaires, tels que la Mozambique, le Burkina Faso et l'Ouganda, font tous face, en général, à des problèmes de contrôle dans le secteur de l'AEPHA, notamment avec l'assainissement. Les versements de fonds consacrés aux programmes d'assainissement à l'échelle du pays ne peuvent pas, dans la plupart des cas, être contrôlés et il n'est pas possible de lier les versements directement aux résultats en matière d'assainissement, notamment pour les zones rurales.

En outre, dans de nombreux pays en voie de développement, les données fiables sur la couverture réelle sont rares. Selon l'étude de l'OMS-GLAAS, quasiment la moitié des pays interrogés n'ont pas mis en place un processus annuel d'analyse du secteur.

Actions à mettre en place... **...par l'UE et ses états membres**

- C1 Soutenir activement le développement des systèmes de contrôle nationaux dans les pays partenaires et renforcer une plus grande intégration entre les donateurs et les bénéficiaires.
- C2 Veiller à ce que l'aide subdivisée au secteur de l'eau et de l'assainissement soit communiquée correctement à l'OCDE-CAD en informant les directeurs des programmes sur les nouvelles exigences de compte rendu.

... par les états africains

- C3 Développer et mettre en œuvre des systèmes de contrôle de la couverture de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et introduire des processus annuels d'analyse du secteur.

Observations finales sur le rôle du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau

Les actions à mettre en place sont étroitement liées au plan de travail du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau

Les actions indiquées dans cette note de synthèse sont étroitement liées à la mise en œuvre du plan de travail du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau, qui a également pour fonction de soutenir le travail du Conseil des ministres africains chargés de l'eau. Le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau peut

être utilisé comme plateforme pour coordonner les états membres de l'UE et constituer un canal de communication entre eux, la CE, le Conseil des ministres africains chargés de l'eau et les autres partenaires. Les liens particuliers entre les quatre domaines d'activité du plan de travail de 2011 du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau et les actions à mettre en place pour améliorer l'aide de l'UE au secteur de l'eau en Afrique sont indiqués dans le tableau 1.

Les domaines d'activité du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau	Liens vers les actions à mettre en place
1 : Soutenir la mise en œuvre des déclarations, notamment les déclarations de l'eThekweni, de Sharm el Sheikh et de Johannesburg.	B2, B7, B8, C3
2 : Favoriser l'efficacité et l'efficience de l'aide dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sur le continent africain, en soutenant par exemple le développement des stratégies de ciblage de l'aide.	A1, A2, A4, A5, A6
3 : Renforcement de la participation des parties prenantes et des partenariats entre la Commission européenne, les états membres de l'UE et les partenaires africains	A3, A7, A8, B3, B4, B6, C1
4: Communication des activités du Groupe de travail Afrique et résultats du partage accru des connaissances.	A6, B5, C1, C2

Tableau 1 : Liens entre le plan de travail du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau et les actions à mettre en place

La gouvernance du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau sera renforcée.

Un examen récent de la structure de la gouvernance et des opérations du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau a permis d'apporter d'importantes recommandations pour que le groupe puisse continuer à bien fonctionner. Les principales recommandations étaient les suivantes :

- Saisir les opportunités actuelles de développement de l'engagement politique en matière d'eau en Europe.
- Accroître l'importance accordée à la mobilisation des

ressources et à l'efficacité de l'aide et trouver des opportunités d'exploitation des ressources à l'échelle nationale.

- Identifier une nouvelle coprésidence européenne durant 2011.
- Impliquer d'autres états membres de l'UE dans la gestion du Groupe de travail Afrique et participer plus activement aux activités du Groupe de travail.

Coordonnées du Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau

Joakim Harlin joakim.harlin@undp.org

Per Bertilsson per.bertilsson@siwi.org

Birgitta Liss Lymer birgitta.liss.lymer@siwi.org

Johanna Sjödin johanna.sjodin@siwi.org

www.euwi.net